

**POUR QUOI ?**

La carte sanitaire fixe les limites de chaque secteur. Elle détermine pour chacun d'eux des indices lits/population permettant pour toutes les grandes disciplines (médecine, chirurgie, gynécologie-obstétrique, etc.), de préciser l'importance des moyens de soins nécessaires à la satisfaction des besoins.

Avec le secteur sanitaire, l'administration dispose d'un outil juridique pour autoriser ou refuser les créations et les transformations de nouveaux équipements. Elle alloue également des ressources d'équipement ou de fonctionnement de façon à ce que chaque secteur sanitaire offre à ses habitants un environnement médical minimal (plateau technique), ainsi qu'un accès et une qualité de soins partout comparables.

La loi prévoit des conférences sanitaires de secteur, c'est-à-dire des assemblées qui siègent régulièrement et qui permettent à l'ensemble des professionnels de la santé, du secteur public comme du secteur privé, de se concerter et d'harmoniser leur action. Ces conférences sont obligatoirement consultées sur le projet de carte sanitaire et de schéma régional d'organisation sanitaire.

**DEPUIS QUAND ?**

En 1970, il est décidé de découper chaque région en secteurs sanitaires (loi du 31 décembre 1970 sur la réforme hospitalière).

Dans le Nord-Pas-de-Calais, le dernier découpage de la carte sanitaire date du 2 juillet 1999. La région compte 11 secteurs sanitaires.

Quatre périodes peuvent être distinguées :

- avant 1970, la procédure est très centralisée et la compétence en matière de créations d'équipements est exclusivement ministérielle ;

- entre 1970 et 1991, la procédure est plus déconcentrée. Les services extérieurs de l'État sont associés à l'élaboration de la carte sanitaire qui est arrêtée par le ministre chargé de la Santé. En matière d'autorisation, ce dernier possède une compétence générale d'attribution ;

- depuis 1991, la planification sanitaire a un caractère essentiellement régional. C'est le préfet de région qui arrête la carte sanitaire et autorise la création d'équipements. Le ministère dispose d'une compétence d'exception pour les équipements ou établissements à vocation pluri-régionale ou nationale. Il est prévu, au minimum tous les cinq ans, de réviser la carte sanitaire, en fonction de l'adéquation entre l'offre et la demande de soins ;

- avec les ordonnances du 24 avril 1996 qui réforment le système de protection sociale, c'est une nouvelle période qui s'ouvre : les compétences détenues précédemment par les préfets de région sont transférées aux agences régionales d'hospitalisation.

Les secteurs sanitaires correspondent à l'origine aux aires d'attraction des hôpitaux d'une région.

Aujourd'hui, les secteurs sanitaires sont définis à partir des critères de " villes et bourgs attractifs " confrontés ensuite à d'autres découpages tels que les bassins de naissance, les zones d'attraction hospitalière, etc.

La réglementation prévoit un minimum de 200 000 habitants par secteur sanitaire pour optimiser les ressources de son plateau technique hospitalier (installations, équipements, personnels).

**OÙ S'ADRESSER ?**

Direction régionale des Affaires sanitaires et sociales

Service Statistique

62, boulevard de Belfort

BP 605

59024 LILLE CEDEX

☎ 03 20 62 66 05

**Au niveau national**

- Ordonnances n° 96-344, 96-345 et 96-346 du 24 avril 1996, parues au Journal officiel du 25 avril 1996.

**Au niveau régional**

- Arrêté du 2 juillet 1999 relatif à la carte sanitaire des installations de médecine, de chirurgie et de gynécologie-obstétrique de la région Nord-Pas-de-Calais.